**« Cette ville était alors comme un bois... ».
Criminalité et opinion publique à Paris dans les
années qui précèdent l'affaire Cartouche
(1715-1721)**

Patrice Peveri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1010>
DOI : 10.4000/chs.1010
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997
Pagination : 51-73
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Patrice Peveri, « « Cette ville était alors comme un bois... ». Criminalité et opinion publique à Paris dans les années qui précèdent l'affaire Cartouche (1715-1721) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 1, n°2 | 1997, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1010> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1010>

«Cette ville était alors comme un bois...»

Criminalité et opinion publique à Paris
dans les années qui précèdent l'affaire Cartouche (1715-1721)

Patrice Peveri

Débutant en octobre 1721, le procès de Louis-Dominique Cartouche et de ses complices, instruit par le Parlement de Paris, prit rapidement, grâce à l'instauration d'une dynamique de la délation, l'ampleur d'une vaste entreprise de démantèlement des réseaux criminels agissant dans Paris. Au terme d'une procédure monumentale qui, pour l'essentiel, dura de 1721 à 1724, plus de 350 personnes furent arrêtées et autant jugées par contumace. Cette opération, qui se distingue du fonctionnement quotidien de la justice par la mise en œuvre d'une stratégie répressive visant à l'éradication des milieux criminels, fut présentée par les autorités comme une réaction qu'imposait une criminalité par trop menaçante.

Or, si l'on a déjà beaucoup écrit sur l'écho de cet événement judiciaire dans l'opinion publique et sur l'image de son héros principal¹, on ne s'est guère intéressé à la manière dont la société parisienne avait perçu cette criminalité dont la justice, par une sorte de rattrapage, se proposait de punir les responsables. Ainsi, pouvait-on se demander si l'ampleur de la répression répondait à l'exaspération d'un sentiment d'insécurité, fondement d'une demande sociale de répression. Il était alors intéressant de tenter de «sonder» l'opinion sur les quelques années qui précédèrent le procès lui-même.

Chemin faisant, il m'a semblé que ce type d'investigation pouvait apporter une modeste contribution à l'histoire de la perception et des représentations de la criminalité en s'inscrivant dans l'évolution récente des recherches en ce domaine, qui, après avoir investi le champ des représentations littéraires², se sont peu à peu tournées vers l'expression des sentiments et des commentaires des honnêtes gens³. Dans cette optique, il semblait donc opportun de tenter de saisir le discours au jour le jour d'une opinion publique confrontée à une vague de crimes et de réfléchir sur la perception sociale du mouvement de la conjoncture criminelle. Un tel projet n'aurait pu être entrepris sans les apports méthodologiques d'une histoire récemment renouvelée de l'opinion publique au XVIII^e siècle⁴.

¹ Lüsebrink (1984), (1983); Farge (1992, p. 142-147).

² Cf. Geremek (1980, p. 181-212); Chartier (1982).

³ Cf. Dyonet (1985, p. 647-658) et, plus récente, l'étude de Gervaise (1991, p. 259-273), qui propose une l'analyse du discours de l'insécurité appréhendé à partir de sources orales.

⁴ Cf. Farge (1992).

I. – LE JOURNAL DE LA RÉGENCE DE JEAN BUVAT OU L'ÉCHO DE LA MULTITUDE

L'infinité des paroles prononcées, des rumeurs entendues et colportées, des avis énoncés qui, par leur incessante circulation, constituent l'opinion publique restent inaccessibles à la recherche historique : ces paroles, discours anonymes et sans supports matériels, sont perdues à jamais. L'historien doit donc se contenter d'échos, d'extraits immobilisés par l'écrit à des fins diverses⁵. Parmi les sources qui fournissent des traces de cette parole sociale, les plus substantielles manquent pour la période de la Régence. En effet, la série des *Gazetins de la police secrète* qui rassemble, entre autres, les rapports d'indicateurs dont la mission consistait à enregistrer les mouvements de l'opinion et à en tenir informé le Lieutenant Général de Police, n'a été conservée qu'à partir de 1724⁶. Par contre, cette période de vacance du trône est riche en mémorialistes qui, traitant des « affaires du temps », accordent une part plus ou moins importante, selon les cas, aux réactions de l'opinion. Parmi ces chroniqueurs, souvent convoqués comme grands témoins par les historiens, Paris compte trois des plus célèbres, Jean Buvat (1660-1729), Mathieu Marais (1665-1739) et Edmond-Jean Barbier (1689-1771), dont les « Journaux » ont été édités au XIX^e siècle⁷. Cependant, pour qui cherche à atteindre, au delà des sentiments d'un témoin privilégié, fût-il représentatif de son milieu social, les sentiments collectifs qui tissent l'opinion, le *Journal de la Régence* de Jean Buvat s'impose comme matériel de base. Quelques mots de présentation sur cette source éclairent les raisons de ce choix.

Longtemps, le *Journal de la Régence* a été distingué des autres chroniques contemporaines du fait du statut social de son auteur. Ce dernier, simple copiste à la Bibliothèque du Roi, se démarque en effet de ses collègues mémorialistes Barbier et Marais, tous deux avocats au Parlement⁸. Cependant, la spécificité de son ouvrage tient surtout à la nature de son contenu qui ne correspond guère à la définition littéraire du journal. En effet, contrairement aux productions de Marais et de Barbier, le *Journal de la Régence* n'est pas un écrit intime, destiné tout au plus à un cercle restreint de familiers⁹. Conçu comme un produit éditorial, il fut présenté par Buvat lui-même tantôt comme un « mélange », tantôt comme une « collection » visant à « rapporter tout ce qui s'est passé de plus considérable chaque jour ou à peu près »¹⁰. S'interdisant toute appréciation personnelle sur les événements, ce dernier ne revendiqua d'ailleurs pas la qualité d'écrivain, mais celle, plus modeste, de « collec-

⁵ Farge (1992, p. 18).

⁶ *Gazetins de la police secrète*, Bib. de l'Arsenal, Archives de la Bastille, 10155 à 10170. Sur ce fonds d'archives et sur le travail policier de surveillance de l'opinion, cf. l'étude récente de Malandain (1995) et Farge (1992, p. 44-48).

⁷ Barbier (1857), Buvat (1865), Marais (1863-1868).

⁸ Campardon (*in* Buvat, 1865, p. 28) et Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 9, cité par *Id.* (1865, p. 25).

⁹ De Maurepas (1991, p. 491-503). L'auteur de cette étude, malheureusement décédé, préparait une bibliographie critique des Mémoires du XVIII^e siècle et s'est intéressé, dans ce cadre, au journal de Buvat. Je lui suis redevable de nombreux renseignements sur l'élaboration du *Journal de la Régence* et d'idées pertinentes qui ont inspiré cette présentation.

¹⁰ Buvat (1865, p. 31 et 35) et lettre citée par Campardon (1865, p. 13).

teur»¹¹. C'est ce rôle de second plan que s'attribue Buvat qui le distingue des autres chroniqueurs qui, eux, écrivirent au jour le jour pour exprimer et fixer les réflexions que leur inspiraient les «affaires du temps», ou du moins celles qui constituaient pour eux des centres d'intérêt déterminés par leur profil socio-culturel¹².

Défini comme une collection de faits, le «Journal» pose, à qui veut l'exploiter, le problème des sources d'information de Buvat. Celles-ci sont rapidement évoquées dans une lettre qu'il adressa au cardinal de Fleury pour y vanter les mérites de son manuscrit : «C'est un abrégé de faits que j'ai ramassés par des rapports que j'ai ouïs dans des conversations où je me suis trouvé avec des personnes de distinction qui me faisaient l'honneur de m'y souffrir et par des mémoires qui m'ont été communiqués.»¹³ De cette mince indication sur le travail d'élaboration auquel se livra Buvat, on peut cependant tirer quelques hypothèses. En plus d'une captation de l'information pendant sa circulation orale, méthode qui autoriserait, à elle seule, à considérer le *Journal* comme une source sur l'opinion publique, Buvat évoque l'utilisation de sources écrites dont il ne précise guère la nature. Cependant, le lecteur averti reconnaît sans peine dans le style et le ton du *Journal* l'écriture journalistique caractéristique des nouvelles à la main. De fait, l'ouvrage ressemble fort à un recueil de ces nouvelles, fort probablement collationnées tout au long de la Régence. Buvat ne fut-il qu'un simple compilateur, profitant d'un matériau qui circulait à la Bibliothèque Royale¹⁴? Détourna-t-il ces nouvelles en travaillant «au noir» comme copiste dans l'une des nombreuses officines de la capitale? Ou bien fut-il lui-même un nouvelliste, recyclant après coup une documentation désormais obsolète¹⁵? Pour l'heure, ces questions restent sans réponse. Mais, quoi qu'il en soit, l'ouvrage de Buvat offre plus que les vues d'un particulier sur les «affaires du temps»: il permet d'approcher le mental collectif. Encore faut-il préciser les relations existant entre la parole sociale et ce média fugitif que furent les nouvelles à la main.

Feuilles volantes et manuscrites, diffusées pour l'essentiel par abonnement, plus ou moins autorisées (certaines officines ont pignon sur rue et sont contrôlées par la police, d'autres sont clandestines), les nouvelles à la main, plus libres que la presse officielle, furent le média d'une sorte de contre-information¹⁶. Traitant de l'actualité au sens large, elles relatent la vie de la Cour, les événements politiques, artistiques, etc., et accordent une large place aux faits divers. Leurs auteurs, proto-journalistes sans déontologie codifiée, recourent à des informateurs qui puisent largement dans les rumeurs qui parcourent la capitale¹⁷. Anecdotes pittoresques ou sanglantes sont ainsi publiées sans le moindre souci d'investigations vérificatrices. Aussi, bien des

¹¹ *Ibid.*

¹² De Maurepas (1991, p. 495).

¹³ *Id.*, p. 16.

¹⁴ De très nombreuses pièces manuscrites (chansons politiques, pamphlets, etc.) convergeaient vers la Bibliothèque du Roi pour grossir des collections, comme celle de Clairambault, qui répondaient à une volonté politique de constituer des archives de la parole publique. Sur ce point, cf. Grasland (1990, p. 540-541).

¹⁵ Cette thèse fut défendue E. de Barthélémy qui tira argument de nombreuses similitudes entre la «Gazette de la Régence», constituée par un ensemble de nouvelles à la main découvert à La Haye et le *Journal de la Régence* de Jean Buvat (Cf. *La Gazette de la Régence*, ed. de Barthélémy, Paris (1887, p. 3 et 5).

¹⁶ Farge (1992, p. 49-56).

¹⁷ Farge (1992, p. 23 et 51).

faits rapportés sont d'abord ceux auxquels l'opinion conféra le statut d'événement dont on parle, leur assurant ainsi, de bavardage en échange d'idées, une diffusion suffisante pour parvenir aux oreilles des auteurs de nouvelles à la main.

Mais l'opinion n'apparaît pas seulement à travers cette sélection d'événements. Bien des nouvelles inscrites dans le *Journal* portent la trace de la parole publique, de la rumeur, repérable par l'utilisation de verbes de locution précédés d'un « on » indéfini et collectif : « on disait que », « on assurait que », etc... Ces « marqueurs » de rumeurs introduisent des détails qui constituent autant de compléments d'information, d'interprétations, d'explications sur les causes d'un événement. Au fond, autant que le fait, qui ne donne lieu à aucun effort d'investigation, c'est la rumeur qui le révèle et le commentaire social qu'il déclenche qui constituent le sujet de ces nouvelles. En ce sens, même perçus au travers d'une littérature journalistique destinée aux élites intellectuelles, les rumeurs enregistrées par Buvat furent probablement partagées par de larges couches de la société parisienne : chaque rumeur constitue en effet son public en franchissant un nombre variable de cloisonnements sociaux et en se propageant dans des groupes qui la considèrent comme un discours socialement acceptable¹⁸.

Cependant, les nouvellistes ne sont pas seulement de simples transcripteurs du bruit public : quiconque utilise leur production doit garder à l'esprit que leurs feuillets offrent un écho déformé de la parole sociale. Au moins deux logiques permettent de rendre compte des distorsions qu'ils induisent. Guidés par des impératifs commerciaux, ils amplifièrent fort probablement certains thèmes « porteurs » par la dramatisation des récits colportés, opération qui résulte néanmoins de la prise en considération des préoccupations dominantes du public. Par ailleurs, les nouvelles à la main servirent aussi à des opérations de manipulation de l'opinion. En effet, certaines officines jouèrent, en contrepartie d'un établissement officiel, le jeu d'une collaboration avec la police. Soucieuse de l'état de l'opinion, cette dernière y distilla de fausses informations, considérant à juste titre que ces gazettes manuscrites constituaient un excellent vecteur de diffusion¹⁹. De fait, si les nouvelles transcrivent le bruit public, elles l'alimentent aussi, en retour, car la propagation de leur contenu dépasse largement le petit monde des abonnés²⁰. Sans doute n'entendons-nous pas directement ici la voix des harengères mais bien des événements mentionnés par Buvat, et particulièrement les faits divers criminels, durent faire résonner de mille échos les piliers des Halles.

¹⁸ Kapferer (1989, p. 84).

¹⁹ La diffusion de contre-rumeurs est une pratique policière attestée depuis la lieutenance de La Reynie et quelques manipulations sont connues pour la seconde moitié de XVIII^e siècle. Malgré l'absence d'exemples concrets pendant les années 1715-1721, due fort probablement à des carences documentaires, on peut raisonnablement considérer que la police de la Régence fut aussi manipulatrice que celle de Louis XV. Cette hypothèse est d'ailleurs confortée par la prolifération, au début du XVIII^e siècle, des bureaux de nouvelles autorisés, et donc contrôlés par la police (cf. Saint-Germain, 1962, chap. XII et particulièrement p. 194), Farge (1992, p. 54 et p. 152-166) et Malandain (1995, p. 397)).

²⁰ Farge (1992, p. 50).

II. – LES MOUVEMENTS D'UNE SENSIBILITÉ AU VOL: APPROCHE QUANTITATIVE

1. – LES CHIFFRES

À partir d'un dépouillement exhaustif de toutes les nouvelles dans lesquelles apparaissait un fait en rapport avec la délinquance, qu'il soit parisien ou provincial, une première sélection a permis la constitution d'un corpus correspondant à l'objectif de cette étude. La première clé de tri concerne la chronologie. N'ont été retenues ici que les nouvelles concernant la période courant du début du *Journal* (septembre 1715) à la fin de l'année 1721. Par ailleurs, pour cette année 1721, les nouvelles qui, à partir de la mi-octobre, relatent l'arrestation de Cartouche et les débuts de son procès ont été écartées. Enfin, l'objectif n'étant pas ici de dresser un tableau général de la criminalité perçue mais de saisir les mouvements d'une sensibilité au vol et au banditisme, ainsi que les réactions que ces formes de délinquance ont pu susciter, un certain nombre d'affaires ont été évincées²¹. Ainsi défini, le corpus sur lequel repose cette étude comprend un ensemble de 76 textes.

La distribution chronologique de ces nouvelles permet de dégager un *micro-trend* de l'attention portée à la criminalité. Le tableau n° 1 nous fournit deux enseignements.

Tableau 1: L'écho de la criminalité dans le *Journal de la Régence*: distribution chronologique des nouvelles portant sur la criminalité

Années	Nombre de nouvelles consacrées à la criminalité provinciale	Nombre de nouvelles consacrées à la criminalité parisienne	Total
1715*	0	0	0
1716	2	6	8
1717	4	7	11
1718	4	5	9
1719	1	7	8
1720	4	18	22
1721**	5	13	18
TOTAL	20	56	76

* Seuls les 4 derniers mois de l'année 1715 (sept.-déc.) sont couverts par Buvat.

** Ne sont pas prises en compte ici les nouvelles relatant l'arrestation de Cartouche, son procès et la première vague d'exécutions à laquelle il donna lieu.

Alors que de 1716 à 1719 le nombre des nouvelles qui traitent de l'actualité criminelle reste assez stable, il connaît une brusque augmentation en 1720, augmenta-

²¹ En plus de toutes les nouvelles faisant référence au vol ou aux voleurs, ont été retenues dans ce corpus les affaires de contrebande, de fausse-monnaie, d'escroquerie, de proxénétisme ainsi que les crimes de sang (meurtres et assassinats divers). Par ailleurs, certaines affaires qui, bien que relevant du pénal, sortaient de mon champ d'investigation ont été écartées. Il en fut ainsi pour les duels, les suicides, les viols, les rébellions à l'autorité, ainsi que pour toutes les notations concernant la Chambre de Justice de 1716. A partir des textes complets, une saisie informatique, portant sur un résumé de chaque nouvelle et sur quelques éléments caractérisant l'événement évoqué, a été effectuée. Un traitement fort simple (tris et classements divers) a permis de saisir les variations du discours des nouvelles et de tester plusieurs hypothèses.

tion qui se maintient en 1721²². Sans doute cette multiplication des nouvelles criminelles rapportées par Buvat renvoie-t-elle à un intérêt accru de l'opinion pour les faits divers crapuleux, plus fréquemment présents dans les préoccupations et les discussions des Parisiens. Parallèlement, on assiste, dès 1719, à un recentrage de l'intérêt sur la criminalité parisienne proprement dite, au détriment d'une actualité provinciale qui sollicite moins l'attention. Enfin, ce sont le vol et le monde des voleurs qui constituent, comme le montre le tableau n° 2, l'élément moteur de ce regain d'intérêt pour la délinquance. En 1720 et 1721, ils fournissent le thème de la presque totalité des nouvelles collectées par Buvat.

Tableau 2: La place du vol dans les nouvelles portant sur la criminalité parisienne

Années	Nombre de nouvelles consacrées à la criminalité dans son ensemble	Nombre de nouvelles consacrées au vol ou aux voleurs
1715*	0	0
1716	6	2
1717	7	1
1718	5	0
1719	7	1
1720	18	16
1721**	13	10
TOTAL	56	30

* Seuls les 4 derniers mois de l'année 1715 (sept.-déc.) sont couverts par Buvat.

** Ne sont pas prises en compte ici les nouvelles relatant l'arrestation de Cartouche, son procès et la première vague d'exécutions à laquelle il donna lieu.

Il convient cependant de caractériser plus finement cette sensibilité au vol reflétée par le *Journal de la Régence* en distinguant les différents types d'événements qui ont fait l'actualité criminelle. En gros, vols et voleurs sont évoqués à partir de quatre circonstances qui parviennent, selon des modalités diverses, à la connaissance de la population (cf. tableau 3).

Tout d'abord, viennent les procès et surtout les exécutions publiques. D'autres nouvelles relatent des arrestations ou des perquisitions qui mettent généralement au jour de véritables trésors accumulés par les truands. Enfin, des crimes perpétrés sans que leurs auteurs aient été appréhendés fournissent, eux aussi, la matière de nombreuses nouvelles. Dans cette catégorie, les cadavres trouvés, dans la mesure où ils furent interprétés comme résultant d'assassinats crapuleux, ont été distingués car, comme nous le verrons, ils sont porteurs d'une forte charge émotionnelle et jouent un rôle important dans la perception sociale de la criminalité.

En même temps que croît l'intérêt porté aux vols, les nouvelles rapportées par Buvat montrent un élargissement du champ de perception de la délinquance. De 1716 à 1719, la criminalité n'apparaît dans l'actualité que lorsqu'elle est vaincue et que la loi triomphe. Mais dès 1720, l'intérêt pour le vol augmentant, l'opinion publique retient, et constitue en événement, des faits criminels non élucidés. Le

²² Si l'on tenait compte des nouvelles relatant l'affaire Cartouche, non comptabilisées ici, l'année 1721 connaîtrait même une croissance par rapport à l'année 1720.

Tableau 3: Les différents types d'événements relatés dans les nouvelles portant sur le vol ou les voleurs parisiens

Années	Crimes non élucidés ou impunis	Cadavres trouvés	Arrestations ou perquisitions	Jugements ou exécutions	Total
1715*					
1716			1	1	2
1717			1		1
1718					
1719			1		1
1720	6	4	3	3	16
1721**	4		4	2	10
TOTAL	10	4	10	6	30

* Seuls les 4 derniers mois de l'année 1715 (sept.-déc.) sont couverts par Buvat.

** Ne sont pas prises en compte ici les nouvelles relatant l'arrestation de Cartouche, son procès et la première vague d'exécutions à laquelle il donna lieu.

crime lui-même, et non plus seulement sa punition, devient sujet d'intérêt et de commentaires. En plus du spectacle qu'offre la justice, l'opinion enregistre les manifestations d'une criminalité qui échappe à la répression et dont les auteurs restent mystérieux. Cette évolution mérite d'être soulignée car elle ne procède pas d'une sollicitation du pouvoir ni d'une diffusion verticale de l'information. En effet, parmi les événements qui mettent en scène des voleurs, seules les exécutions profitent d'une publicité institutionnelle. Les arrestations, les cadavres trouvés, qui sont exposés à la Basse Geôle pour être reconnus quand leur état le permet, mais aussi les crimes commis et découverts dans les divers quartiers de Paris, sont des faits qui ne font pas l'objet d'une publicité particulière. Enregistrés localement, ils furent sans doute commentés par le voisinage et, de proche en proche, finirent par acquérir le statut d'événement pour l'ensemble de la société parisienne. Celle-ci les retint parce que, parmi tous les faits divers qui émaillaient la vie des quartiers, ils confirmaient des craintes ressenties et suscitaient un besoin d'informations. Sans doute cet élargissement de la perception de la criminalité indique-t-il l'émergence d'une alarme, d'une volonté de cerner le phénomène et d'en recenser les manifestations. On peut voir là l'expression d'une inquiétude, d'un sentiment d'insécurité que confirment d'autres témoins de la vie parisienne. Ainsi le baron de Pollnitz note-t-il dans ses mémoires : « Cette ville était alors comme un bois, dans lequel on n'entendait parler que de vols et d'assassinats. »²³

²³ Pollnitz (1735, t. V, 206sq.), cité par Faure (1977, p. 388). Il convient de remarquer cependant que Barbier et Marais, dans leurs journaux respectifs, restent relativement discrets sur cette vague d'insécurité. Même s'ils relatent les grandes affaires qui marquèrent cette période (l'affaire de Horn par exemple), ils n'évoquent guère l'état de l'opinion publique. Cependant, Marais y fait référence, *a posteriori*, lorsqu'il note, à propos d'un assassinat découvert en 1724 : « Les vols et assassinats recommencent à Paris : on coupe les têtes proprement avec des rasoirs ; on les jette dans la rivière » (cf. Marais, 1863-1868, t. III, p. 87).

2. – INTERPRÉTATIONS

Cette relative polarisation sur la criminalité crapuleuse et, plus largement, cet état d'alarme manifesté par l'opinion publique parisienne ont été perçus par d'autres historiens, lecteurs attentifs, eux aussi, des mémorialistes. Cependant leurs interprétations appellent quelques commentaires. Pour Jean Meyer, sensible à la multiplication des rumeurs les plus irrationnelles relatant à l'envie des phénomènes fantastiques et mortifères, il s'agit d'une anxiété collective résultant de l'accumulation de catastrophes qui marquèrent le monde urbain pendant la Régence (incendie de Rennes, peste de Marseille, etc.)²⁴. « Désaxées »²⁵ par la répétition des frayeurs, les populations auraient alors développé une vive angoisse collective génératrice de peurs plus ou moins imaginaires que ne manquèrent pas d'exploiter les ennemis politiques du Régent. On retrouve là, appliquée à une micro-conjoncture, l'empreinte des thèses de J. Delumeau, expliquant la montée de la peur sur le temps long de l'époque moderne par les multiples traumatismes qui marquèrent les populations²⁶. L'intérêt porté par l'opinion publique parisienne à la criminalité serait donc l'une des manifestations d'une psychose collective, d'une « angoisse flottante », distordant la perception du réel au point d'exagérer le moindre danger potentiel. L'analyse d'Arlette Farge, quant à elle, reprend peu ou prou le même schéma explicatif mais associe à un seul domaine d'inquiétude, la délinquance, un seul facteur anxiogène, la peste de Marseille²⁷. Certes, l'épidémie contribua sans aucun doute à entretenir un lourd climat d'insécurité, mais débutant en juin 1720²⁸, elle ne peut rendre compte d'une sensibilité au crime qui, dans le journal de Buvat, s'affirme très nettement dès le premier trimestre de cette même année.

Ces remarques ne disqualifient pas en bloc ces interprétations qui, privilégiant l'influence des « malheurs du temps », inscrivent la perception de la criminalité dans une conjoncture mentale marquée par l'anxiété. Cependant, s'agissant de comprendre un phénomène de fixation sur les peurs particulières qu'engendre la délinquance (peur d'être atteint dans ses biens, voire de perdre la vie en étant dévalisé), on peut ajouter à cette étiologie de l'effroi collectif d'autres facteurs qui contribuèrent, dans les années 1718-1721, à amplifier l'alarme des Parisiens.

En premier lieu, il convient d'évoquer l'inquiétude et l'agitation induite par le « Système » de l'Écossais John Law²⁹. D'une modernité sans doute trop prononcée en regard des mentalités du temps, cette expérience financière fut menée tambour battant et eut de multiples retombées économiques et sociales qui mirent le mental collectif des Parisiens en ébullition. La capitale, tout d'abord, connut un afflux considérable de visiteurs attirés par la perspective d'un enrichissement rapide. Financiers patentés et chevaliers d'industrie y accoururent de toute la France et même de toute l'Europe, au point d'y créer le sentiment d'un envahissement³⁰.

²⁴ Meyer (1979, p. 242-258 et p. 260-263).

²⁵ *Id.* (p. 261).

²⁶ Delumeau (1978, p. 13-21).

²⁷ Farge (1992, p. 27).

²⁸ Carrière, Courdurié, Rebuffat (1980, p. 55-60).

²⁹ Faure (1977), Braudel, Labrousse (1970, p. 276-299), Méthivier (1972, p. 28-33), Meyer (1979, p. 217-235).

³⁰ *Lettres de la Princesse Palatine, Paris, 1947, t. II, 174* et Duclos (1864, p. 4-5), cités par Meyer (1979, p. 218-219).

Jusqu'au début de l'année 1720, en effet, le commerce des actions des diverses compagnies qui furent créées, orienté à la hausse, permit de fabuleux bénéfices. La frénésie spéculative ne toucha d'ailleurs pas que les professionnels de la finance et s'empara également d'un nombre important de petits porteurs. A cette période pendant laquelle l'«argent facile» irrigua l'ensemble des circuits économiques de la capitale, succéda brutalement, au cours du premier semestre 1720, une période de récession consécutive à l'effondrement du cours des actions. Pour les agioteurs, petits et grands, l'espoir de faire fortune se changea en angoisse de la ruine. Plus largement, l'ensemble de la population fut confronté à un brusque mouvement d'inflation et à l'apparition de pénuries touchant les produits de première nécessité³¹. Parallèlement, Law, promu Contrôleur général des finances, prit, afin de contenir l'effondrement du système et d'imposer l'usage du papier monnaie, une avalanche de mesures monétaires contradictoires et fort rapprochées dans le temps. Ainsi, de décembre 1719 à mars 1720, on compte cinq édits successifs d'augmentation ou de diminution des espèces qui provoquèrent de fréquentes «coursées à la banque». L'alarme des Parisiens atteignit son paroxysme en mars 1720, lorsqu'un arrêt institua la démonétarisation de l'or et de l'argent, l'usage obligatoire des billets de banque et l'interdiction de détenir plus de 500 livres en espèces métalliques sous peine, pour les contrevenants, de confiscation de l'ensemble de leurs biens mobiliers. De plus, ces mesures, prévoyant des récompenses pour les dénonciateurs, distillèrent fort probablement la crainte de la délation³². On le voit, au moment où l'opinion publique manifeste une sensibilité accrue à la délinquance, une certaine insécurité, qui ne doit rien aux voleurs, plane sur les biens de bon nombre de Parisiens. Ce climat économique favorable à l'anxiété et aux mouvements de panique, comme en témoignent les émeutes de juin 1720 qui éclatèrent à la Banque, ne put que contribuer à une perception dramatisée de la délinquance.

Par ailleurs, bien qu'il ait peu sollicité l'attention des historiens, un second facteur, au demeurant chargé d'évidence, doit être pris en considération pour rendre compte des terreurs parisiennes : l'influence d'une fort probable augmentation des actes criminels. Fort probable, car il est impossible d'en apporter une évaluation chiffrée ou d'en dresser la courbe mensuelle. Les archives de la chambre criminelle du Châtelet de Paris, instance centrale de la répression des crimes, souffrent en effet d'importantes lacunes pour le début du XVIII^e siècle. Cependant, même complètes, elles n'autoriseraient qu'une reconstitution de la criminalité légale. Quant à la criminalité apparente, le prix des plaintes et le peu d'efficacité des recherches policières en excluaient bon nombre de crimes qui n'étaient pas déclarés³³. Le procès de Cartouche et de ses complices, quant à lui, n'autorise pas la construction de statistiques criminelles, même s'il révèle une multitude d'actes impunis qui ne furent visiblement pas enregistrés par l'appareil judiciaire au moment où ils furent commis. Il fournit, pour l'essentiel, des récits de vols mentionnés, généralement sans repères chronologiques, dans les «testaments de mort» des condamnés à la peine capitale. Cette criminalité «avouée», tributaire des défaillances de la mémoire ou

³¹ Braudel, Labrousse (1970, p. 294-295).

³² Sur la politique monétaire suivie par Law pendant cette période, l'exposé le plus complet est celui de Faure (1977, p. 326-361).

³³ Merickay (1984, p. 7-153), Garnot (1989, p. 371) et Soman (1982, p. 369-375).

des sollicitations des juges, ne constitue donc pas un relevé exhaustif de l'activité des condamnés et encore moins une image fiable de la criminalité réelle³⁴.

Cependant, s'il faut abandonner tout espoir de pesée statistique, on peut relever quelques indices qui plaident en faveur d'un accroissement des actes délinquants. Tout d'abord, un mouvement de migration professionnelle, touchant des voleurs provinciaux qui « montèrent » à Paris à l'occasion de l'agio, vint grossir les rangs de la pègre. Sur 190 voleurs arrêtés dans le cadre de cette affaire, une bonne vingtaine relèvent de ce mouvement migratoire. Cependant, leur impact sur la criminalité parisienne ne doit pas se déduire de leur faible nombre car, appartenant pour la plupart d'entre eux au petit monde des pickpockets d'élite, ils sont capables d'une activité régulière et quantitativement importante. Rodant à la Banque, dans les différentes places d'agio qui se succédèrent dans la capitale, mais également dans le jardin des Tuileries et les théâtres, ils y augmentèrent notoirement les risques encourus par les honnêtes gens. Par ailleurs, le climat d'euphorie économique accompagnant la phase ascensionnelle de la spéculation a certainement constitué un puissant stimulant pour l'activité délinquante. L'injection de moyens monétaires, l'accroissement de la consommation somptuaire vers laquelle furent orientés les profits réalisés par les spéculateurs contribuèrent à une forte augmentation de la demande en métaux précieux et en objets luxueux (montres, tabatières, etc.) provoquant elle-même un appel d'air sur le marché illégal des biens volés. Aussi voit-on, parmi les co-accusés de Cartouche, des receleurs lancer de véritables appels d'offre aux voleurs, témoignant ainsi de la vitalité de l'économie souterraine du vol. Enfin, parallèlement à ce probable accroissement d'actes criminels, les formes les plus anxiogènes de vol, telles que l'agression nocturne, connurent une certaine vogue parmi bon nombre de cartouchiens qui s'y adonnèrent avec une certaine régularité, contredisant les déclarations des contemporains de La Reynie, qui, consécutivement à l'instauration de l'éclairage public, pensèrent vivre la fin de ce fléau³⁵. Quoi qu'il en soit de l'ampleur réelle de cette probable intensification de l'activité des réseaux criminels, il convient à présent de tenter une analyse qualitative des discours énoncés par l'opinion sur cette criminalité et de s'intéresser aux événements emblématiques à partir desquels s'est forgée une représentation sociale de la conjoncture criminelle et de ses acteurs.

III. – THÈMES ET VARIATIONS DU DISCOURS PUBLIC SUR LE VOL

Mises en série, les nouvelles du *Journal* de Buvat qui traitent du vol et des voleurs révèlent d'importantes variations du discours public sur l'insécurité. Ces variations portent sur le type d'événement retenu et commenté, mais aussi sur les commentaires eux-mêmes, qui disent les responsabilités et les dangers. Un examen attentif de ce corpus de textes permet de distinguer en gros, pour les six années observées, trois périodes qui voient se succéder des perceptions assez différentes de la réalité délinquante. La première période, qui sert ici de point de référence, ne

³⁴ Cf. A. N., X^{2b} 1352-1355: Procès de Louis Dominique et de ses complices, B. N., Mss. Français, Fonds Joly de Fleury, 1958, 1959, 1960, 2043, 2044, 2045, Bib. de l'Arsenal, ms. 7557: « Vie de Cartouche ». Les dossiers de ce procès géant constituent par ailleurs une excellente source pour entreprendre une sociologie de la pègre dont j'ai abordé un premier volet dans ma thèse de doctorat (Peveri, 1994).

³⁵ Saint-Germain (1962, p. 78) et Delumeau (1989, p. 546).

mérite guère de longue analyse. En effet de 1716 à la fin 1719, la très faible fréquence des nouvelles abordant le vol indique le relatif désintérêt du public pour ce problème. La criminalité perçue ne suscite guère de commentaires alarmistes : les voleurs, même s'ils agacent, n'apparaissent pas sous un jour très menaçant et nul ne songe à imaginer l'existence d'une organisation secrète fédérant les larrons de la capitale. Cependant, dès janvier 1720, le ton change : au calme relatif succède l'emballlement de la parole sociale, vecteur de représentations beaucoup plus terrifiantes.

1. – JANVIER-OCTOBRE 1720

Du point de vue de l'actualité criminelle, l'année 1720 débute, dans le *Journal de la Régence*, par cette nouvelle qui relate la décision d'affecter une escouade de pensionnaires de l'Hôtel des Invalides à la surveillance de la Banque Royale, située rue de Vivienne :

« On jugea à propos de se servir plutôt des Invalides que des soldats du Régiment des Gardes qui y étaient auparavant postés devant la porte et dans les bureaux, parce qu'on en surprit quelques-uns qui faisaient le métier de filou, en escamotant des billets de banque et de l'argent que des particuliers y portaient pour avoir de ces sortes de billets ou qui allaient recevoir la valeur de ceux qu'ils avaient. »³⁶

Cette relève, effectuée sans raison officielle, n'échappa pas au public qui lui donna immédiatement un sens : la Banque cachait en son sein des voleurs, ou plutôt des soldats aux Gardes Françaises qui exerçaient le « métier » de voleur. Apparaissent ici les deux thèmes qui vont, pendant ces dix mois, structurer la perception sociale de la délinquance : dix nouvelles sur les treize recensées illustrent en effet la responsabilité criminogène du « Système » de J. Law, épice d'une vague de crimes monstrueux, alors que les trois autres soulignent l'activité délinquante des soldats du régiment des Gardes Françaises, considérés comme un groupe criminel.

Que les soldats des Gardes Françaises figurent, aux yeux de l'opinion, parmi les acteurs de la délinquance ne doit pas surprendre. On compte en effet dans leurs rangs de nombreux criminels enrôlés dans les prisons par des officiers bénéficiant ainsi de recrues à bas prix et, de surcroît, rompues à l'action violente³⁷. De plus, parce qu'ils appartiennent à un régiment d'élite qui dépend de la Maison du Roi, ces hommes jouissent de protections diverses qui leur garantissent une certaine marge d'impunité en cas d'arrestation. Costauds (ils doivent être de grande taille pour être recrutés), armés et volontiers bagarreurs, ils sont mal considérés par la population parisienne³⁸. Enfin, ils assurent des tâches de surveillance policière et de maintien de l'ordre, ce qui ne contribue pas à redorer leur blason. Bien que la réalité du penchant de bon nombre d'entre eux pour la délinquance ne soit plus à démontrer³⁹, les rumeurs qui circulent dans l'opinion et qui narrent leurs méfaits, semblent relever de l'imaginaire, comme en témoigne ce vol rocambolesque relaté par Buvat :

« Le même jour [1^{er} août 1720], à deux heures du matin, on vit un carrosse à six chevaux, drapé de noir, précédé de six hommes vêtus de deuil avec chacun un flam-

³⁶ Buvat (1865, t. 2, p. 31).

³⁷ Chagniot (1982, p. 424-428).

³⁸ Roche (1982, p. 391-392).

³⁹ Chagniot (1982, p. 785-812).

beau allumé et deux hommes dans le carrosse, qui arrêta sous la demi-lune de la porte Saint-Antoine, et suivi de deux autres hommes, qui après avoir fait une fosse en cet endroit avec des pioches, aidèrent à descendre du carrosse un cercueil de plomb enfermé dans un cercueil de bois, et l'enterrèrent dans la fosse; après quoi tout cet équipage se retira et reprit le chemin du faubourg Saint-Germain et rentra chez l'envoyé de Suède, d'où il était sorti.

Quelques soldats aux gardes qui avaient suivi de loin cet équipage funèbre, détérèrent ce qu'on avait mis dans la fosse, ôtèrent le corps du défunt qu'on disait être un seigneur suédois, enlevèrent deux diamants qui étaient restés à un de ses doigts et le cercueil de plomb, remirent le corps dans le cercueil de bois et le couvrirent de terre. On assurait qu'ils vendirent ensuite le plomb la somme de cent trente-cinq livres.

L'envoyé de Suède, informé de cet attentat, en porta aussitôt ses plaintes au Palais-Royal; sur quoi un commissaire du Châtelet fut chargé de faire en sorte de découvrir les auteurs de ce larcin extraordinaire.⁴⁰

De même, l'opinion publique attribue à un groupe d'une vingtaine de soldats aux Gardes un cambriolage d'importance effectué à la manufacture des Gobelins. Relatée dans le *Journal de la Régence*, l'affaire se termine dans le sang: poursuivis par la police, les soldats se réfugient dans une maison «avec leurs armes, de la poudre, du plomb, et des vivres», soutiennent un siège en règle et parviennent à s'échapper, non sans avoir abattu deux archers et blessé plusieurs autres policiers⁴¹. La réalité semble avoir été assez différente, comme en témoignent les aveux des auteurs de ce cambriolage d'anthologie, exécutés dans le cadre de l'affaire Cartouche plus d'un an après. Sur les vingt-trois participants cités par les cinq condamnés à morts qui avouèrent une participation à ce vol, on ne compte en effet que cinq soldats aux Gardes qui agissaient là à titre individuel, comme complices d'un «coup» monté par des voleurs «civils»⁴². Le décalage perceptible entre la réalité et sa représentation qui circula dans la capitale permet de mieux comprendre l'une des logiques de la perception sociale du crime. Anecdotes transfigurant un fait réel, rumeurs résolvant le mystère d'un crime non élucidé en lui imputant des auteurs reconnaissables, servent en effet à exprimer ici un ostracisme qui, parce qu'il frappe un groupe violent mais protégé, ne peut se traduire en actes et se doit de prendre la forme feutrée, collective et anonyme de la rumeur dénonciatrice⁴³. Les distorsions de la réalité que comportent ces nouvelles n'ont guère d'importance: si elles s'imposent par leur diffusion, c'est qu'elles répondent au besoin de dénoncer une société militaire redoutée et mal considérée. L'énormité de crimes tels que le vol avec profanation de sépulture fournit le ciment d'une réprobation qui fait l'unanimité et permet même de placer les Gardes Françaises au sommet de la hiérarchie de l'abomination, bien au-dessus des simples voleurs dont les rapines sont moins exécrables. La malhonnêteté de ceux qui sont chargés de faire respecter les lois et d'exercer la violence d'État reste par ailleurs un paradoxe dont l'opinion populaire est friande et qu'elle ne manque pas de souligner à chaque fois qu'un fait l'illustre. Ainsi, des rumeurs concernant les Gardes Françaises courent dans la capitale jus-

⁴⁰ Buvat (1865, t. 2, p. 121).

⁴¹ *Id.* (t. 2, p. 158).

⁴² A.N., X2B 1353, pièces 46 et 54, Bib. de l'Arsenal, mss. 7557, fols. 66-67, 85, 108, 118, 116 v°.

⁴³ Farge (1992, p. 105-113).

qu'à la moralisation de ce régiment consécutive à la réforme disciplinaire des années 1760⁴⁴.

La plupart des crimes qui alertèrent l'opinion publique pendant les dix premiers mois de l'année 1720 concernent cependant une délinquance d'une nature différente, inscrite dans la conjoncture des événements financiers. L'accroissement soudain des faits divers criminels collectés par Buvat pendant les mois de mars et d'avril témoigne en effet de la perception d'une vague de crimes particuliers. Tout commence au cours du mois de mars 1720 par deux faits macabres qui vont mettre la capitale en alerte.

«Le sieur Ganeau, note Buvat, secrétaire du Roi, était alors en peine de savoir ce qu'était devenu un sien domestique, qu'il avait chargé d'actions pour la valeur de 800 000 livres, pour les négocier rue Quincampoix quelques jours auparavant ce qui donnait lieu de craindre qu'il n'eût été assassiné.»⁴⁵

Simultanément à la nouvelle de la disparition de ce domestique agiotant pour son maître, se diffuse dans l'opinion une rumeur interprétative qui retient uniquement l'assassinat crapuleux comme hypothèse explicative. Une disparition volontaire, associée au détournement d'une somme plus que confortable, ne sont même pas évoqués, sans doute parce que l'hypothèse d'un abus de confiance n'était pas recevable par la population. Ce choix indique l'état d'esprit de l'opinion pour qui cette affaire ne peut être que dramatique. Cette hypothèse va d'ailleurs rapidement recevoir une confirmation par une seconde disparition, d'origine incontestablement criminelle celle-là, qui, dans le *Journal*, suit immédiatement la première :

«On trouva pour lors au bas du Pont Royal, le corps du valet de chambre de Monsieur le Comte de Busca, Lieutenant Général des armées du Roi, coupé par morceau ; ce seigneur l'avait chargé d'actions pour la valeur de 100 000 livres, afin de les négocier à la même rue.»⁴⁶

Ces deux événements rapprochés furent semble-t-il perçus comme des manifestations d'un même phénomène criminel mystérieux. Sans responsables identifiés, ne visant que des porteurs d'actions, ces crimes ne peuvent être considérés comme de simples vols car leurs auteurs massacrent leurs victimes et les font disparaître, quitte à les découper en morceaux. Dès lors, on voit surgir dans le *Journal* de Buvat des anecdotes sanglantes qui multiplient ces assassinats crapuleux. L'opinion percevait, à travers l'homogénéité d'une catégorie d'actes criminels, l'émergence d'une vague de criminalité. Ainsi, lorsque le 22 mars 1720 est publiée l'ordonnance qui ordonne la fermeture de la rue Quincampoix et la cessation du commerce des actions, elle y voit la conséquence directe de «onze assassinats qui s'étaient faits dans Paris, depuis très peu de jours, à l'occasion de ces sortes de papiers [les actions et les billets de banque]»⁴⁷. De même, à chaque fois que court dans Paris le bruit de la découverte, dans la Seine ou dans une ruelle, d'un cadavre plus ou moins mutilé, le

⁴⁴ Une rumeur, datée de 1734 et évoquée par Barbier dans ses mémoires, est particulièrement révélatrice. La découverte d'une quinzaine de cadavres d'enfants, exposés à la morgue du Châtelet, fut en effet interprétée par l'opinion publique comme une conséquence du départ en campagne des soldats aux Gardes. Un tel bruit traduit bien l'effrayante réputation faite à ce corps : les Gardes Françaises sont tout simplement capables de tuer leurs enfants lorsque ceux-ci les encomrent (cf. Barbier (1857, t. 2, p. 453), cité par Chagniot (1982, p. 588)).

⁴⁵ Buvat (1865, t. 2, p. 51).

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Id.* (p. 59).

fait est immédiatement interprété comme une manifestation supplémentaire de cette délinquance ultra-violente. Un processus de cristallisation se met en place et donne une unité de sens à ces morts mystérieuses.

«La nuit du 26 au 27 [mars 1720], note Buvat, le guet trouva, proche les murs du Temple, un carrosse de louage à demi-versé, sans chevaux et sans cocher, dans lequel il y avait un sac rempli du corps d'une femme coupée par morceaux, que l'on disait avoir été assassinée après lui avoir enlevé pour la valeur de 300 000 livres de papiers de la Banque.»⁴⁸

Confrontée à une telle répétition «de crimes si horribles», très probablement amplifiée par l'imaginaire, l'opinion n'en cherche pas les responsables du côté des voleurs: le monde des truands et des filous n'offre pas à ses yeux une explication satisfaisante. D'ailleurs, ces actes ne correspondent pas au «style» habituel des larrons parisiens qui, lorsqu'ils tuent une de leurs victimes, ce qui reste assez rare, sont trop préoccupés par la nécessité de fuir pour prendre le temps d'un minutieux dépeçage⁴⁹. De fait, les responsabilités sont ailleurs comme le montrent les commentaires qui accompagnent cette nouvelle relatant, au début du mois d'avril 1720, une nouvelle découverte macabre:

«Depuis huit jours, on retirait de la rivière quantité de bras, de jambes, et de tronçons de corps de gens assassinés et coupés par morceaux, ce qu'on imputait au misérable commerce du papier, dont toutes sortes de gens se mêlaient depuis que le Sieur Law l'avait malheureusement introduit. Il avait déjà proposé ce commerce au feu Roi, qui l'avait désapprouvé, avec défense d'en jamais parler, ce grand monarque en ayant prévu les fâcheuses conséquences.»⁵⁰

Comprise comme une «fâcheuse conséquence» du «misérable commerce du papier», cette vague de criminalité alourdit le discrédit de J. Law et des promoteurs du «Système», au premier rang desquels figure le Régent.

Cette thèse du «Système» criminogène va se trouver d'ailleurs confortée par l'élucidation de deux assassinats dont les auteurs, démasqués et exécutés, se révéleront être des délinquants pour le moins atypiques. Accusés de l'«horrible assassinat» d'un courtier de la rue Quincampoix à qui ils déroberent, en se faisant passer pour des agioteurs, un portefeuille contenant 160 000 livres, le comte de Horn et le comte de Milly, sont, comme leur titre l'indique, deux jeunes nobles⁵¹. Capitaines réformés, ils vivent la vie dissolue de beaucoup d'officiers et manigancent ce vol pour faire face à une dette de jeu. La violence de leur acte (le courtier mourut sous onze coups de baïonnette), le lieu où il fut perpétré (en plein centre du quartier de l'agio, dans la rue aux Ours, perpendiculaire à la rue Quincampoix, et dans l'un des cabarets où se menaient les transactions) et le statut de leur victime (un commis en agiotage) font de ce meurtre un crime emblématique permettant de lire tous ceux qui, réels ou fictifs, restaient sans auteurs identifiés.

L'exécution, à la mi-avril, du «nommé l'Espérance» apporta, elle aussi, son lot d'éclaircissements sur un des crimes qui, un mois plus tôt, avait causé un grand émoi dans la capitale. En effet, cet ancien valet de pied de l'ambassadeur de l'Empereur à

⁴⁸ *Id.* (p. 61).

⁴⁹ Peveri (1994, p. 93-103).

⁵⁰ *Id.* (p. 75).

⁵¹ *Id.* (p. 59). Sur l'affaire de Horn, cf. Marais (1863-1868, t. 1, p. 281), Faure (1977, p. 389-394) et les commentaires de Gueulette, substitut du procureur du roi au Châtelet (A. N., A. D. III, p. 4).

la Cour de France, devenu aventurier et usurpant le titre de comte, fut convaincu du meurtre et du dépeçage du valet du comte de Busca que l'on avait retrouvé en pièces détachées au bas du Pont Royal.

La publicité qui entoura ces deux affaires permit sans doute à l'opinion de donner un contenu social à cette nouvelle criminalité qui épouvantait Paris. Car, de fait, ces trois assassins exécutés présentent plusieurs caractéristiques communes. Solitaire ou agissant en duo, ils n'ont pas d'accointances avec le monde des voleurs et ne peuvent être considérés comme des membres d'une organisation criminelle. Ils viennent de la bonne société dont ils sont membres de droit ou par usurpation. Chacun représente des groupes sociaux qui participèrent à l'agio : la noblesse et le monde de ces mutants sociaux que sont les domestiques des grandes maisons. Leur violence extrême, la froide préméditation qui caractérise leurs actes, le dévolu qu'ils jettent sur des acteurs de l'agiotage et sur des sommes considérables en effets de « papier », permettent de les amalgamer et de les considérer comme les représentants d'une nouvelle classe de délinquants. Enfin, tous trois sont des novices en matière de crime. Aucun antécédent ne leur est connu et ils ont basculé dans la criminalité à la faveur du « Système » et de l'appétit de richesse qu'il suscita.

Pendant cette période qui connaît une nette augmentation du discours social sur le crime, la criminalité perçue par la population illustre donc à ses yeux une désorganisation sociale induite par le « Système ». Du coup, les assassinats et les vols dont le récit occupe le devant de la scène, apportent des arguments à un vaste mouvement de dénonciation et de condamnation de l'expérience bancaire qui rejaillit sur J. Law et sur son « complice », le Régent. Les collections de chansons politiques, qui témoignent elles aussi des mouvements de l'opinion publique, révèlent en effet, pour l'année 1720, un recentrage des thèmes chansonnés sur les affaires intérieures, sur le Régent, souvent mis à mal, et sur les finances, recentrage qui indique la vigueur de la polémique suscitée par le « commerce du papier »⁵². Le fait divers joue ici le rôle qu'il revêt lors des périodes de tension entre le pouvoir et la population, lorsque le mécontentement atteint un seuil paroxysmique⁵³. Anecdotes, rumeurs terrorisantes, bruits invérifiables circulent dans la capitale parce qu'ils offrent la possibilité d'exprimer implicitement l'indignation, en même temps qu'ils la fortifient d'autant de faits justificatifs. Le contexte politique détermine ici une perception sélective et une trame interprétative de la délinquance. En effet, les « exploits » du comte de Horn ou de l'Espérance restent des cas d'exception, certes mémorables, mais peu représentatifs d'une criminalité globale en vraisemblable expansion. Sans doute les vols et les assassinats dus aux authentiques « voleurs de profession » jouèrent-ils ici un rôle déterminant en créant les conditions favorables à l'inquiétude. Ils ne furent cependant pas identifiés comme tels et ce n'est pas à la pègre que l'on imputa le climat d'insécurité qui maintint Paris en alerte. En s'appuyant sur les meurtres particulièrement crapuleux et sanguinaires du comte de Horn ou de l'Espérance, l'opinion va construire un modèle de délinquance auquel il sera fait appel pour identifier des actes criminels non élucidés et donc chargés de mystère. Ainsi en est-il des cadavres trouvés qui furent interprétés comme autant de manifestations de cette criminalité du « papier ». Par cette opération, la rumeur construit une « réalité » criminelle qui peut être intégrée dans l'argumentation qui dénonce le « Système » et condamne le Régent.

⁵² Grasland (1990, p. 562-563).

⁵³ Farge (1992, p. 105-113).

Cette grille de lecture de la criminalité qui s'efforce d'y voir autre chose que le résultat de l'activité de truands patentés et qui interprète le crime de manière à en faire un argument de critique politique, fut également appliquée à un autre assassinat retentissant commis en septembre 1720 : celui du Sieur Vergier. Evoquée par ses véritables auteurs lors de leurs aveux, l'affaire, quoique dramatique, apparaît comme une agression nocturne qui tourna mal. Pris de panique et de fureur face à une victime réagissant à la menace, les voleurs la tuèrent et, affolés par les appels au guet lancés par les voisins accourus aux fenêtres, prirent la fuite sans avoir eu le temps de lui dérober le moindre objet⁵⁴. Pour l'opinion, cet homicide prit un sens tout à fait différent. En effet, circulait depuis quelque temps une parodie très acide de la dernière scène d'une pièce de théâtre en vogue qui représentait les derniers instants du Régent, mourant d'une blessure reçue lors d'une sédition populaire. Ce dernier n'y exprime, au moment de mourir, que l'unique regret de devoir abandonner son œuvre principale : la ruine du peuple. Après avoir noté le mécontentement du Duc d'Orléans et son désir de connaître l'auteur de ce pamphlet anonyme, le *Journal* relate l'affaire Vergier en ces termes :

« On attribua [...] la parodie sur la dernière scène de Mithridate au sieur du Vergier, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, qui logeait à l'hôtel de Coislin, rue Beaurepaire, âgé d'environ cinquante ans, lequel s'en retournant chez lui, dix jours auparavant, à onze heures du soir, avait été suivi depuis le Palais-Royal, d'où il sortait, par un assassin qui l'ayant joint dans la rue du Bout-du-Monde, au delà de l'égout, lui dit : « C'est donc toi, du Vergier le magnifique ! » Et en même temps il lui tira un coup de pistolet, et comme ce gentilhomme palpitait encore, l'assassin acheva de le tuer de plusieurs coups de baïonnette, et se sauva. Le Guet étant survenu, on porta le corps à la morgue du Châtelet, tout habillé d'un drap musc avec un galon d'or large de trois doigts et une veste de brocard d'or. Le lendemain, ayant été reconnu, ses héritiers le firent retirer et inhumer pompeusement à Saint-Sauveur, sa Paroisse. Ils firent aussi faire des informations par un commissaire du Châtelet, qui prit le nom des habitants de la rue du Bout-du-Monde qui avaient ouï faire le meurtre, plusieurs ayant mis la tête à la fenêtre au bruit du coup de pistolet, et les fit assigner pour déposer ce qu'ils en savaient. Cependant l'affaire en demeura là, par un ordre supérieur.⁵⁵ »

Aucun commentaire ne vient souligner l'insécurité nocturne qu'illustre en fait cet assassinat. Au contraire, la rumeur qui, de bouche à oreille, l'annonce à travers la ville, joint aux quelques informations « objectives » disponibles sur les circonstances de ce meurtre sans trace de vol, une interprétation implicite qui y voit la vengeance du Régent. Le crime n'est pas abordé comme phénomène social ni comme danger : directement imputé au pouvoir, il en ternit l'image et permet de dire l'indignation et l'hostilité.

⁵⁴ Testament de mort de François Rosy dit le Chevalier Le Craqueur, Bib. de l'Arsenal, ms. 7557, fol. 45 v°.

⁵⁵ Buvat (1865, t. 2, p. 161-164.) En fait, dans le *Journal*, Buvat lie l'annonce de l'assassinat de Vergier à celle d'un autre meurtre perçu comme une élimination politique : celui de l'Abbé de Villier, lui aussi pamphlétaire, qui trouva la mort lors d'une agression dans les rues de Paris.

2. – OCTOBRE 1720-DÉCEMBRE 1721

Le début de l'automne 1720 voit se maintenir une grande sensibilité au crime car, signale Buvat, « on ne parlait tous les jours que de vols et d'assassinats ». La responsabilité du « Système » est toujours invoquée par l'opinion mais l'argumentation a changé et s'est adaptée à l'évolution de la situation économique. Au désir débridé d'enrichissement succède un autre facteur criminogène : « la misère publique que les billets de banque avaient produite »⁵⁶. Cependant, dès le début octobre, on assiste au retour de la pègre dans l'actualité criminelle. C'est en effet au détour d'un fait divers très étrange que le monde des voleurs refait son apparition :

« Le quatre de ce mois, note Buvat, le grand archidiacre de Notre-Dame, par ordre de Monsieur le Cardinal de Noailles, se transporta dans l'église de Saint-Germain-le-Vieux du Marché-Neuf, pour la bénir de nouveau et pour y faire amende honorable, accompagné du curé de cette paroisse qui était nu-pieds avec une corde au col, et de tous les ecclésiastiques de cette église, pour demander pardon à Dieu de la profanation extraordinaire et sacrilège qu'un particulier avait commise le jour précédent dans cette église, lequel avait déposé des ordures sur le grand autel et en avait barbouillé le tabernacle, le crucifix, un tableau de la Sainte-Vierge et plusieurs autres tableaux, lequel fut quelques jours après conduit au Châtelet et transféré à la Conciergerie.

On assura que ce malheureux impie ou athée était mort étant appliqué à la question ordinaire et extraordinaire, après avoir avoué son sacrilège inouï et qu'il était du nombre d'une compagnie de cinq cents voleurs. Sa femme et sa fille furent aussi menées au Châtelet comme complices d'une quantité de vols et d'assassinats qui s'étaient faits depuis quelque temps dans les rues et dans les maisons de cette ville et de faubourgs. »⁵⁷

Cette affaire réclame quelques éclaircissements sans lesquels il est difficile de comprendre le sens qu'elle a pu prendre pour les Parisiens de l'époque. En premier lieu, ce fait divers favorise la promotion d'une image excessivement négative du monde des voleurs, tout à la fois terrorisante et haïssable. En effet, le criminel impliqué ici est avant tout un profanateur d'église, auteur d'un acte qui compte parmi les transgressions les plus graves : souiller l'autel d'une église de matière fécale constitue le comble de l'abomination, un acte qu'il est même difficile d'imaginer dans une société globalement religieuse. Mais, plus grave encore, c'est toute la communauté que ce sacrilège implique et expose. En effet, en octobre 1720, la peste fait rage à Marseille depuis trois mois et rien n'indique encore de manière sûre que les moyens mis en œuvre pour en limiter la propagation seront efficaces. Or, pour les mentalités du temps, la peste, expression de la colère divine, est considérée comme une punition collective infligée à une population par trop pécheresse. Dans ce contexte, le sacrilège auquel se livre ce voleur a de quoi terroriser les Parisiens car c'est la ville tout entière qu'il met en danger : quoi de plus criminel, en effet, que de provoquer Dieu alors que l'on sait qu'il est déjà de fort méchante humeur.

Par ailleurs, à l'occasion de ce fait divers sont désignés les responsables de ces « vols et assassinats » qui inquiètent tant la capitale. Ces crimes non-élucidés, chargés de mystère et dont la répétition maintient le public en alerte sont le fait, dit-on,

⁵⁶ Buvat (1865, t. 2, p. 173).

⁵⁷ *Id.* (p. 178).

d'une organisation clandestine de voleurs, une « compagnie » d'au moins cinq cents membres, qui fédère donc la truanderie parisienne. Pour la première fois depuis 1716 est suggérée l'existence d'une société criminelle, puissante et organisée, responsable de l'insécurité ressentie par les Parisiens. Cette thèse fournit donc à l'opinion une représentation de la délinquance et de ses causes beaucoup plus inoffensive pour le pouvoir que ne l'était le schéma explicatif dominant pendant la période précédente. À tel point, d'ailleurs, que l'on est en droit de se demander si cette nouvelle ne relève pas d'une campagne de désinformation menée par la police. En l'absence de toute preuve documentaire, il ne s'agit là que d'un soupçon, fondé cependant par l'attention que prête la Lieutenance de Police aux murmures de la capitale et par sa capacité, prouvée en d'autres circonstances, à influencer ponctuellement sur le discours public⁵⁸.

Quoi qu'il en soit, se succèdent dès lors dans le *Journal* des nouvelles qui illustrent et précisent les points forts de cette représentation de la criminalité : la dangerosité des voleurs et la puissance de leur organisation. Ainsi l'arrestation de deux truands coupables de l'assassinat d'un policier offre l'occasion de décrire des délinquants totalement débauchés et capables d'une violence extrême⁵⁹. De même, en juin 1721, se répand dans Paris la nouvelle d'une perquisition effectuée chez un boulanger de la rue Saint-Honoré, « vis-à-vis la fontaine du Diable ». Les policiers y découvrent un véritable entrepôt de vols où s'amoncellent hardes, bijoux et « autres choses précieuses » d'une valeur totale dépassant les 200 000 livres. Une telle accumulation suggère la puissance financière de la pègre ainsi que l'efficacité de son organisation, illustrée ici par la centralisation des butins⁶⁰. Un mois plus tard, en juillet 1721, l'organisation est enfin dotée d'un chef. En effet, une rumeur attribue à Cartouche une série de vol commis dans l'enceinte de l'Opéra et le présente comme un « fameux chef de voleurs »⁶¹.

Cependant, on sent à la lecture du *Journal*, que ces représentations ne parvinrent pas à s'imposer totalement dans l'opinion publique. En effet, toutes les rumeurs, les anecdotes qui relatent des faits divers criminels ne s'organisent pas autour d'images aussi négatives et alarmantes du monde des voleurs. Ainsi les délinquants dont les exploits sont commentés ne sont pas tous des brutes violentes et sanguinaires. Parmi les faits qui retiennent l'attention du public, certains mettent en scène des voleurs rusés, audacieux et surtout non-violents. En mai 1721, concluant la relation d'un cambriolage particulièrement réussi, Buvat note : « On fut étonné de ce que larcin si considérable avait pu se faire en plein jour et en si peu de temps, et seulement pendant que la servante avait ouï la messe. »⁶² De même, le *Journal* relate l'histoire d'un pickpocket plein d'assurance qui s'offre le luxe « de voler un portefeuille où il y avait pour 25 000 livres de billets de banque, dans la poche de Monsieur le marquis de Sourches, Grand Prévôt de la Maison du Roi, dans le temps où ce marquis était au lever de Monsieur le Régent dans sa chambre »⁶³. Mais l'anecdote la plus surpre-

⁵⁸ Cf. note 19.

⁵⁹ Buvat (1865, t. 2, p. 184). Il s'agit en fait de l'exempt Huron sur lequel circulent des informations qui accentuent l'injustice du sort qui lui fut réservé par les voleurs : nouvellement marié, sa mort laisse, dit-on, une jeune veuve enceinte et âgée d'à peine seize ans.

⁶⁰ *Id.* (t. 2, p. 254).

⁶¹ *Id.* (t. 2, p. 260).

⁶² *Id.* (t. 2, p. 249).

⁶³ *Id.* (t. 2, p. 184).

nante, parmi celles qui illustrent cette veine du voleur sympathique, est sans conteste celle qui conte la mésaventure du Sieur Chublet, survenue en octobre 1721 :

« Le 4, à 8 heures du soir, le sieur Chublet, prêtre habitué à Saint-Roch, revenant des Porcherons où il avait confessé un Suisse moribond, fut arrêté par trois filous proprement vêtus, qui lui demandèrent la bourse, sur quoi il leur abandonna 10 écus qu'il avait en leur disant qu'ils pouvaient le fouiller et qu'il n'en avait pas davantage; ils s'en contentèrent en lui disant: 'Monsieur l'Abbé, vous êtes trop honnête homme, nous vous croyons sur votre parole, vous pouvez vous en aller, et si vous êtes rencontré par nos confrères, réclamez-vous de Saint-Étienne, et sur ce mot, ils vous laisseront passer.' »⁶⁴

S'ils apparaissent comme suffisamment organisés pour contrôler l'espace des faubourgs, ces filous, qui notons-le, traitent avec beaucoup de courtoisie le prêtre de Saint-Roch, protecteur contre la peste⁶⁵, sont fort éloignés des sombres assassins et profanateurs d'église évoqués ci-dessus. Par ailleurs, contrecarrant cette diabolisation des voleurs de profession, les exécutions qui sont commentées par l'opinion continuent à donner à voir des délinquants atypiques, isolés, qui, happés par un violent désir de richesse, concoctent des assassinats d'une sauvagerie extrême que la rumeur accentue d'ailleurs par des détails totalement fantaisistes. Ainsi en décembre 1720, Joseph Lamy, un marchand juif sans aucune accointance avec la pègre, est roué « en la place de Grève ». Pour l'opinion publique, il est supplicié « pour avoir assassiné un autre Juif et pour lui avoir volé plus de quatre millions en espèces et en pierreries, et pour avoir ensuite cassé la tête à la femme du défunt et pour lui avoir coupé le doigt où elle avait un diamant de grand prix qu'il n'avait pu lui ôter... »⁶⁶.

Il semble donc que le monde des « voleurs de profession » eut du mal à s'imposer aux yeux de la population comme facteur explicatif unique, capable de rendre compte à lui seul d'une insécurité stimulée par quelques crimes particulièrement atroces. Pour une part au moins de l'opinion, le pire n'est peut-être pas imputable aux voleurs. D'ailleurs, au moment même où débute l'affaire Cartouche, en décembre 1721, deux faits divers qui circulent dans la capitale disent à leur manière que les voleurs ne sont peut-être pas ceux que l'on croit. Le premier concerne les exploits criminels du sieur de La Mothe, un jeune ecclésiastique pensionnaire du séminaire des Missions étrangères. Fils d'un secrétaire du Roi de Riom, il est pendu pour avoir, entre autres, « braqué » le père supérieur de son séminaire et lui avoir ainsi dérobé 20 montres d'argent et 3 600 livres. Le « Journal » rend ainsi compte de son vol : « Il fut sur le minuit à la chambre du supérieur, blasphémant et le menaçant de le tuer avec un pistolet qu'il tenait en main. [...] On disait même que pour mieux se déguiser, il s'était mis un nez et une barbe postiche »⁶⁷. De cette affaire, l'opinion retient ce détail montrant un fils de bonne famille qui, pensant s'assurer ainsi l'im-

⁶⁴ *Id.* (t. 2, p. 300-301).

⁶⁵ La coïncidence n'est peut-être pas fortuite car elle renforce l'image relativement positive de ces sympathiques malandrins. Je dois cette remarque à une judicieuse intervention de V. Chenille lors de l'exposé de ce travail dans le séminaire de Jean-Louis Flandrin.

⁶⁶ *Id.* (t. 2, p. 190). Sur cette affaire, la confrontation du *Journal* et des notes de Guellette révèle quelques distorsions des faits véhiculées par la rumeur. Ainsi, selon le substitut du Châtelet, le montant du vol ne s'éleva qu'à 50 000 livres et, s'il est vrai que Lamy et son complice égorgèrent leur victime et assommèrent sa femme, il semble que le doigt coupé soit une pure invention (A. N., A. D. III, p. 4.).

⁶⁷ *Id.* (t. 2, p. 310-311).

punité, vole en contrefaisant le voleur et ses manières scandaleuses. Une seconde anecdote, dont il est difficile de cerner la réalité, met en jeu le même ressort mais de manière plus explicite :

« Un gentilhomme ayant été arrêté le soir dans la rue des Mathurins par deux voleurs qui lui enlevèrent son chapeau, sa perruque, son épée, sa montre et sa bourse, où il y avait douze louis d'or ; saisi de frayeur, et n'osant plus avancer de peur d'être assassiné, il frappa à la porte de M. de Vertamont [conseiller au Parlement], qui occupait un hôtel dans la même rue, et demanda à lui parler. Le portier le fit présenter à son maître, lequel le fit entrer dans son cabinet, lui fit donner une de ses perruques, le fit mettre auprès du feu, et le pria gracieusement de se rassurer en attendant le souper, après lequel il le ferait conduire chez lui dans son carrosse. Comme on allait se mettre à table, le gentilhomme reconnut d'abord ses deux voleurs, qui étaient du nombre des amis de M. de Vertamont, et qui avaient changé d'habits. Le gentilhomme feignit de se trouver mal ; M. de Vertamont le fit entrer dans son cabinet, où étant, le gentilhomme lui déclara qu'il venait de reconnaître ses deux voleurs, quoiqu'ils eussent changé d'habits, parmi les personnes qui étaient à table. Sur quoi le conseiller lui dit : 'Pensez bien, Monsieur, à ce que vous dites, d'autant plus que ces deux messieurs sont de ma maison.' Ce que le gentilhomme ayant assuré comme très-certain, M. de Vertamont fit venir un serrurier pendant que la compagnie achevait de souper, et fit ouvrir la porte de leurs chambres en sa présence, où l'on trouva tout ce qu'ils avaient volé à ce gentilhomme. Sur quoi un commissaire étant venu avec des archers, les deux voleurs qui ne s'étaient doutés de rien, furent arrêtés et conduits au Châtelet, au grand étonnement de M. de Vertamont et de la compagnie. »⁶⁸

Alors que les voleurs commencent à faire les frais de la répression, une partie au moins de l'opinion publique se plaît à colporter ces histoires de fils de bonne famille qui se déguisent en voleur et qui font porter à la pègre la responsabilité de leurs actes. En fait, depuis que les procès de 1720 ont révélé quelques assassins monstrueux qui étaient membres de la bonne société, depuis aussi que l'opinion publique a lu leurs actes comme des conséquences de la puissance maléfique du « Système », les cartes sont brouillées et le milieu criminel, constitué par la partie dévoyée du peuple qui refuse d'observer les règles du jeu social, ne peut plus, à lui seul, porter la responsabilité de l'insécurité.

Cette analyse de la perception sociale de la conjoncture criminelle, telle que l'on peut la saisir au travers du *Journal de la Régence* de Jean Buvat appelle quelques conclusions. Elle autorise, tout d'abord, quelques remarques sur les mécanismes de la perception sociale de la criminalité. En gros, plus qu'une prise de conscience de la réalité massive des comportements criminels (opération mentale impossible dans une société qui ne connaît pas encore la statistique), ce qu'énonce l'opinion est une image construite de la criminalité. Le processus de construction s'opère à partir de crimes considérés comme emblématiques auxquels sont assimilés des actes non élucidés. La population agrège ainsi à des crimes dont les auteurs sont identifiés des faits mystérieux qui deviennent autant de manifestations d'un même phénomène criminel, perçu alors comme une vague brutale de délinquance. La construction amplifie donc la portée de quelques crimes certes retentissants mais peu représentatifs de l'ensemble de la criminalité. L'exemple de la Régence nous montre que

⁶⁸ *Id.* (t. 2, p. 319).

l'opération n'est pas innocente et que, du coup, la rumeur qui répand l'insécurité exprime bien autre chose qu'une simple peur due à une augmentation significative de la probabilité d'être victime : elle permet de dire une réprobation politique, alourdie par les arguments que fournit une criminalité sanguinaire engendrée par les effets pervers des expériences financières auxquelles se livre le pouvoir. La criminalité est donc perçue à travers le filtre de l'hostilité d'une part importante de l'opinion parisienne à l'égard du «Système» et de son protecteur et bénéficiaire, le Régent. Le discours social sur le crime et l'insécurité devient ainsi un lieu d'énonciation de la condamnation du pouvoir politique. Ainsi, contrairement à toute attente ce dernier ne tira aucun profit de l'insécurité ressentie. Tout se passe alors comme si l'opinion publique avait choisi parmi les faits divers perceptibles, ceux qui, par leur nature, fournissaient des arguments dans la condamnation du pouvoir. Est-ce là une situation singulière, propre à la Régence, ou une constante dont on trouverait d'autres exemples au cours des périodes de tension politique qui marquèrent le siècle des Lumières ? La question appelle d'autres monographies qui permettraient d'y voir plus clair quant aux thèmes que véhicula, dans les villes de la France d'Ancien Régime, le discours de l'insécurité.

Dans un second temps, l'analyse des représentations sociales de la criminalité apporte quelques éclaircissements sur la genèse de l'affaire Cartouche. De fait, le déclenchement du procès fut bien précédé par une période de sensibilisation de l'opinion publique, alertée par la perception d'un accroissement d'actes criminels particulièrement sanguinaires. Cependant, l'analyse des motifs du discours public incite à s'éloigner d'un schéma explicatif associant une réaction répressive de grande ampleur à une demande sociale de répression portée par un sentiment d'insécurité, et ce, même si les autorités inscrivent la justification de leur entreprise dans ce cadre. Ces dernières, en effet, présentèrent le procès comme une nécessaire opération d'assainissement imposée par l'exaspération d'une population terrifiée par l'audace des voleurs : il s'agissait, au plus vite, de «purger le public» du grand nombre de voleurs incrustés dans la capitale. Sans doute, sur le plan du maintien de l'ordre et de la gestion de la criminalité, était-il important de réagir aux menées d'une pègre prospère et audacieuse. Cependant, l'action du pouvoir ne peut se comprendre comme une simple réaction musclée répondant à une demande sociale diffuse d'intervention. Les autorités choisirent en effet de donner beaucoup de publicité à l'affaire et, surtout, elles s'efforcèrent de présenter les délinquants qui étaient jugés comme les membres d'une puissante organisation criminelle clandestine, unifiée et dirigée par un chef tout puissant : Louis Dominique Cartouche. Le montage médiatique qui accompagna le procès (vagues d'exécutions publiques qui offrirent aux Parisiens de fréquents et longs spectacles judiciaires, production d'une «littérature d'échafaud» diffusant la version officielle des méfaits imputés aux accusés, censure sévère des commentaires qui s'écartaient de cette version) prit une importance sur laquelle les historiens se sont interrogés. Ainsi, pour H. J. Lüsebrink et A. Farge, l'invention de la «bande», d'un complot criminel dont chaque nouvelle arrestation montrait à quel point il constituait une menace, servit à justifier une répression sévère qui visait, en fait, un processus alarmant de diffusion des conduites délinquantes au sein des couches populaires⁶⁹. Face à une banalisation de l'illégalisme, réponse aux difficultés du temps, on aurait alors créé l'image terri-

⁶⁹ Farge (1992, p. 142-144) et Lüsebrink (1984, p. 23-24).

fiant d'une organisation criminelle projetant de mettre Paris à feu et à sang pour que l'opinion publique applaudisse à ces nombreuses exécutions de petits truands, portée par le soulagement que ressentent ceux qui l'ont « échappé belle ».

En prenant en considération le sens que l'opinion attribua à la vague de crimes qui l'alarma au cours de l'année 1720, on peut proposer une autre interprétation des objectifs poursuivis au travers du procès Cartouche. Si le procès fut bien conçu comme un instrument de communication gouvernementale, la vision de la pègre qui s'en dégagea servit moins à justifier la sévérité de la répression qu'à apporter un démenti aux interprétations forgées par l'opinion publique pour rendre compte des crimes, réels ou imaginaires, qui accompagnèrent l'apogée et la ruine du « Système ». Prenant acte d'une insécurité ressentie, le pouvoir se devait d'infirmer toutes les rumeurs qui couraient dans la capitale. Ces rumeurs, loin d'attribuer l'horreur d'une criminalité volontiers sanglante au monde des voleurs, en proposèrent en effet des interprétations fort contestataires. Crimes et assassinats furent considérés comme l'œuvre d'une génération spontanée de délinquants issus du monde des élites et sombrant dans la folie meurtrière sous l'effet d'une cupidité débridée induite par la spéculation, ou pire, comme de sombres assassinats politiques ordonnés par le Régent pour assouvir une vindicte de gouvernant brocardé. En dévoilant l'existence d'une puissante organisation de truands, le procès permettait de désigner de manière définitive des responsables de l'insécurité qui ne pouvaient ternir l'image du pouvoir. En bref, l'affaire Cartouche fut probablement pensée comme un moyen de rétablir une perception plus orthodoxe de la criminalité, capable de remplir son office de consolidation du consensus et de rétablir ainsi le pouvoir dans son rôle de défenseur de l'honnêteté et de protecteur du bon peuple. En ce sens, le démantèlement de la pègre répondit à des motivations politiques qu'éclairait le discours public auquel le procès s'efforça d'apporter un démenti par l'exemple.

Le message transmis à l'opinion publique au travers du procès fut-il convaincant? On peut en douter. Héroïsée, même négativement, pour les besoins de la cause, l'image de Cartouche échappa en partie aux autorités et un truand certes audacieux mais qui avait une sérieuse tendance à terroriser ses propres complices finit par acquérir une réputation posthume de bandit au grand cœur qu'il n'était malheureusement pas⁷⁰. Sans doute pour de nombreux Parisiens, la découverte d'un funeste complot criminel, survenant à point nommé, resta une manipulation cousue de fil blanc.

RÉFÉRENCES

- Barbier, E.J.F., *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV ou Journal de Barbier, 1718-1763*, Paris, 1857 (8 volumes).
- Braudel, F., Labrousse, E., (Dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. 2, Paris, 1970, p. 276-299.
- Buvat, J., *Journal de la Régence, 1715-1723*, publié par E. Campardon, Paris, 1865 (2 volumes).
- Carrière, C., Courdurié, M., Rebuffat, F., *Marseille Ville Morte, la peste de 1720*, Marseille, 1980.

⁷⁰ Farge (1992, p. 145-147) et Lüsebrink (1984, p. 21-30).

- Chagniot, J., *Paris et L'Armée au XVIII^e siècle, Étude politique et sociale*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris IV, 1982, version dactylographiée.
- Chartier, R., *Figures de la Gueuserie*, Paris, 1982.
- Delumeau, J., *La peur en Occident*, Paris, 1978.
- Delumeau, J., *Rassurer et protéger, le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, Paris, 1989.
- Duclos, *Mémoires secrets sur le règne de Louis XIV, la Régence et le règne de Louis XV*, Paris, 1864.
- Dyonet, N., «L'écho du brigandage dans les cahiers de doléances du Loiret et du Cher» in *Mouvements populaires et conscience sociale, XVI^e et XIX^e siècles*, Actes du colloque de Paris (24-26 mai 1984), Paris, 1985, p. 647-658.
- Farge, A., *Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, 1992.
- Faure, E., *La banqueroute de Law*, Paris, 1977.
- Garnot, B., «Une illusion historiographique: justice et criminalité au XVIII^e siècle», *Revue Historique*, 1989, CCLXXXI, 2, p. 361-379.
- Geremek, B., *Truands et misérables dans l'Europe moderne (1350-1600)*, Paris, 1980.
- Gervaise, P., «Les «Passages», quartier de Levallois-Perret, banlieue parisienne. Exemple historique d'un espace à forte réputation d'insécurité (XIX^e-XX^e siècles)», *Déviance et société*, 1991, XV, 3, p. 259-273.
- Grasland, C., «Chansons et vie politique à Paris sous la Régence», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1990, 37, p. 537-570.
- Kapferer, J.N., «Les disparitions de Mourmelon, origines et interprétations des rumeurs», *Revue Française de Sociologie*, 1989, 30, 1, p. 81-89.
- Lüsebrink, H.J., *Histoires curieuses et véritables de Cartouche et de Mandrin*, Paris, 1984.
- Lüsebrink, H.J., *Les représentations sociales de la criminalité en France au XVIII^e siècle*, thèse de troisième cycle, dir. D. Roche, EHESS, 1983.
- Malandain, G., «Les mouches de la police et le vol des mots. Les gazetins de la police secrète et la surveillance de l'expression publique à Paris au deuxième quart du XVIII^e», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1995, p. 376-404.
- Marais, M., *Journal et Mémoires de Mathieu Marais, 1715-1737*, Paris, 1863-1868 (4 volumes).
- Maurepas, A., de, «L'œil, l'oreille et la plume: la sensibilité testimoniale dans le journal de Barbier (1718-1762)», *Histoire, Économie et Société*, 1991, 4, p. 491-503.
- Mericskay, A., *Le Châtelet et la répression de la criminalité à Paris en 1770*, Thèse de doctorat de III^e cycle, sous la dir. de P. Chaunu, Université de Paris IV, exemplaire dactylographié, 1984.
- Méthivier, H., *Le Siècle de Louis XV*, Paris, 1972.
- Meyer, J., *La vie quotidienne sous la Régence*, Paris, 1979.
- Peveri, P., *Techniques et pratiques du vol dans la pègre parisienne de la Régence d'après les archives du procès de Louis-Dominique Cartouche et de ses complices: une contribution à l'histoire des milieux criminels urbains de l'Ancien Régime*, Doctorat d'Histoire, dir. M. Jean-Louis Flandrin, Paris, E.H.E.S.S., 1994.
- Pollnitz (Baron de), *Mémoires*, Londres, 1735, t. V.
- Roche, D., *Journal de ma vie, Jacques-Louis Ménétra, Compagnon vitrier au XVIII^e siècle*, Paris, 1982.
- Saint-Germain, J., *La Reynie et la police au Grand Siècle*, Paris, 1962.
- Soman, A., «L'infra-justice à Paris d'après les archives notariales», *Histoire, Économie et Société*, 1982, 3, p. 369-375.